

aperçu d'un plan de développement de l'éducation en afrique

A sa onzième session, la Conférence générale de l'Unesco a décidé de convoquer une Conférence d'Etats africains "pour faire l'inventaire de leurs besoins en matière d'enseignement et établir pour les années à venir un programme d'action répondant à ces besoins". En conséquence, la Conférence d'Etats africains convoquée conjointement par l'Unesco et la CEA présente ci-après un aperçu d'un plan de développement de l'éducation en Afrique, conçu en vue de favoriser la croissance économique et le progrès social dans les pays de ce continent. La liste des pays qui ont pris part à la Conférence s'établit comme suit :

<u>Pays</u>	<u>Chef de la délégation</u>
BASUTOLAND, BECHUANALAND et SWAZILAND	D.R. Day, directeur de l'éducation du Basutoland
BELGIQUE	J. Kuypers, ministre plénipotentiaire
CAMEROUN	J. Ekwabi Ewane, ministre de l'éducation nationale
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	J.C. Mackpayen, ministre de l'éducation nationale
CONGO (BRAZZAVILLE)	P. Gandzion, ministre de l'éducation nationale
CONGO (LEOPOLDVILLE)	C. Bizala, ministre de l'éducation nationale et des beaux-arts du Gouvernement central
COTE D'IVOIRE	Joachim Bony, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports
DAHOMY	M. Ahouanmenou, ministre de l'éducation
ESPAGNE	J. Tena-Artigas, directeur général de l'enseignement primaire au Ministère de l'éducation
ETHIOPIE	Ato Haddis Alemayehou, ministre d'Etat, ministre de l'éducation
FRANCE	J. Thomas, inspecteur général de l'instruction publique
GABON	M. Ekoh, ministre de l'éducation nationale
GAMBIE	E.M. Cawkell, directeur de l'éducation par intérim, Ministère de l'éducation et des services sociaux
GHANA	A.J. Dowuona Hammond, ministre de l'éducation et des services sociaux
GUINEE	Keita Mamandian, chef de la Division des affaires culturelles
HAUTE-VOLTA	M. Sorgho, ministre de l'éducation nationale

<u>Pays</u>	<u>Chef de la délégation</u>
KENYA	W.D. Gregg, secrétaire permanent du Ministère de l'éducation et directeur de l'éducation
LIBERIA	N.V. Massaquoi, secrétaire à l'instruction publique
REPUBLIQUE MALGACHE	L. Botokey, ministre de l'éducation nationale
MALI	Amadou Tidjani Diallo, inspecteur d'académie adjoint
MAROC	M. El Machrafi, directeur de l'enseignement du premier degré
MAURITANIE	Yacoub Ould Boumediana, ministre de l'éducation
ILE MAURICE	G.H.R. Clough, secrétaire permanent du Ministère de l'éducation et des affaires culturelles
NIGER	Mamoudou Maidah, ministre de l'éducation nationale
NIGERIA	Aja Nwachuku, ministre fédéral de l'éducation
UGANDA	J.C. Kiwanuka, ministre de l'éducation
REPUBLIQUE ARABE UNIE	A.A. El Koussy, ambassadeur, délégué permanent auprès de l'Unesco
RHODESIE ET NYASSALAND	M. M. Hove, membre de l'Assemblée fédérale
ROYAUME-UNI	K. Thompson, membre du Parlement, secrétaire parlementaire du Ministère de l'éducation
RUANDA URUNDI	A. Nzohaboma, secrétaire d'Etat
SENEGAL	F. Dieng, ministre de l'éducation nationale
SIERRA LEONE	H.A.M. Clarke, secrétaire permanent du Ministère de l'éducation
SOMALIE	Mahmoud Ahmed, directeur général de l'éducation
SOUDAN	Ziada Arabab, ministre de l'éducation
TANGANYIKA	J.D. Keto, directeur adjoint du Collège St. Andrews, Minaki
TCHAD	J.C. Mackpayen (représentant le Tchad en raison du décès accidentel des délégués du Tchad, conduits par Ahmed Mangué, ministre de l'éducation, alors qu'ils se rendaient à la Conférence)
TOGO	Martin Sankaredja, ministre de l'éducation nationale
TUNISIE	Tahar Guiga, chef du Service social et culturel au Secrétariat d'Etat à l'éducation nationale ; secrétaire général de la Commission nationale pour l'Unesco
ZANZIBAR	Ali Muhsin Barwani, ministre de l'éducation et des services sociaux

TABLE DES MATIERES

		Page
CHAPITRE PREMIER	BESOINS	5
	" ... tels qu'ils ressortent des déclarations faites par les Gouvernements africains et des documents de l'Unesco ... ils intéressent toutes les branches de l'éducation, de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur et à l'éducation des adultes, et tous les services auxiliaires et connexes indispensables à la mise en oeuvre des programmes d'éducation."	
CHAPITRE II	ECONOMIE ET EDUCATION	10
	" ... l'action (de l'éducation) sur la capacité productive justifie les dépenses impliquées ... la planification de l'éducation en liaison avec le développement économique est indispensable ... l'expansion de l'éducation doit être considérée comme un investissement productif."	
CHAPITRE III	PRIORITES	12
	" ... étant donné les besoins de l'Afrique en matière d'éducation et l'importance des frais y afférents, il est indispensable de donner la priorité, dans l'avenir immédiat, à certains de ces aspects ... afin de mettre au point un programme harmonieux ... et d'accélérer la croissance économique et sociale."	
CHAPITRE IV	COUTS	14
	" ... les dépenses sont écrasantes, mais la volonté des Etats africains est ferme ... ils sont prêts à consentir des sacrifices pour atteindre les buts fixés ... ils accueilleront volontiers l'assistance extérieure dont ils ont un besoin urgent ... afin que les investissements dans l'enseignement, qui contribuent à la croissance économique, en arrivent à rapporter des dividendes suffisants pour couvrir entièrement les dépenses."	
CHAPITRE V	RECOMMANDATIONS	18
	" ... à la lumière des délibérations sur les exigences du développement économique et social de l'Afrique relatives à l'enseignement ...	

BESOINS

Le dynamisme qui s'est manifesté en Afrique dans le domaine de l'éducation depuis dix ans a entraîné un développement extraordinairement rapide des moyens d'instruction disponibles. Comme le désir de bénéficier d'une instruction meilleure et plus poussée se répand sans cesse davantage dans les pays africains, et qu'il leur faut former la main-d'oeuvre qualifiée indispensable à l'accélération du développement économique, les gouvernements de ces pays ont fait de lourds sacrifices budgétaires pour créer des écoles nouvelles à tous les niveaux de l'enseignement, recruter un plus grand nombre de maîtres et fournir plus de matériel et de services pédagogiques afin d'enrichir le contenu de l'expérience éducative. Dans la plupart des cas, leurs efforts ont permis de doubler - et parfois même de tripler - les effectifs scolaires.

Cependant, les possibilités d'instruction offertes aux enfants et aux jeunes gens en Afrique sont encore loin d'être suffisantes. Dans l'ensemble des Etats africains, le taux de scolarisation ne dépasse pas 16 % : il varie, d'un Etat à l'autre, entre moins de 2 % et près de 60 %. En fait, dans la majorité des pays africains, plus de 80 % des enfants d'âge scolaire ne fréquentent pas l'école. Il apparaît donc que si les progrès réalisés dans le domaine de l'enseignement entre 1950 et 1960 ont été extraordinaires, ils devront l'être bien plus encore entre 1960 et 1970.

Des efforts considérables devront être accomplis dans les prochaines années pour que les programmes d'éducation appliqués en Afrique puissent contribuer pleinement et de façon appropriée au développement social et économique des Etats africains. Les tableaux I et II, qui donnent une analyse de la situation scolaire en Afrique entre 1957 et 1960, montrent ce qui a déjà été fait ; mais ils montrent aussi quelles insuffisances subsistent - insuffisances auxquelles les Etats africains sont bien décidés à remédier.

Les besoins de l'Afrique en matière d'éducation, tels qu'ils ressortent des déclarations faites par les Gouvernements africains et des documents de l'Unesco, intéressent toutes les branches de l'éducation, de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur et à l'éducation des adultes, et à tous les services auxiliaires et connexes indispensables à la mise en oeuvre des programmes d'éducation. En outre, ces besoins sont sensiblement les mêmes pour tous les Etats, les différences étant de degré plutôt que de nature.

Les divers types de besoins qui ont été signalés par les Etats membres africains sont énumérés ci-après :

(a) Besoins financiers. Au stade actuel de leur développement économique, les Etats africains ne sont pas en mesure de financer l'extension et l'amélioration de l'enseignement qui apparaît indispensable. Une très forte proportion de leurs budgets nationaux est affectée aujourd'hui à l'éducation. Certains gouvernements africains consacrent à l'heure actuelle au développement de l'éducation des crédits représentant jusqu'à 23 % de leurs budgets. Il reste cependant essentiel, pour assurer le progrès économique de ces Etats, d'y augmenter encore les possibilités d'enseignement. Il faudra donc recourir à une assistance financière internationale pour compléter les crédits nationaux, notamment en vue d'accélérer la construction de bâtiments scolaires, de rémunérer des professeurs étrangers aux niveaux secondaire et supérieur, et de financer des bourses qui permettront à des Africains d'aller recevoir à l'étranger une formation spécialisée dont ils ne pourraient bénéficier dans leurs pays. Cette aide financière devra être fournie non seulement aujourd'hui, mais pendant bien des années à venir, jusqu'à ce que les investissements consacrés à l'éducation aient permis aux pays africains d'atteindre le stade du développement économique autonome.

(b) Besoins matériels. Dans tous les Etats africains, le nombre des salles de classe est d'ores et déjà trop faible : il arrive que des instituteurs fassent la classe en plein air, à l'ombre

des arbres, ou sous un simple toit de chaume reposant sur des poteaux. Beaucoup des locaux scolaires actuels ne répondent plus aux normes minimales et devraient être remplacés par des bâtiments neufs. En outre, pour que l'extension de l'enseignement puisse se poursuivre, il sera indispensable de construire un très grand nombre de nouvelles classes, ainsi que les logements et locaux auxiliaires qui sont en général nécessaires aux élèves et aux maîtres des établissements postprimaires.

Les besoins des Etats africains dans le domaine du matériel pédagogique de tous niveaux sont considérables et ne font que croître. Les ressources en matériel dont on dispose pour mettre en oeuvre les nouveaux programmes d'enseignement technique, professionnel et supérieur sont particulièrement insuffisantes. Les laboratoires et les ateliers offrent à cet égard une importance capitale, et rien ne peut remplacer l'outillage spécial qui leur est destiné. Le problème est d'autant plus difficile à résoudre que la plus grande partie du matériel nécessaire doit être achetée à l'étranger.

Les livres sont, bien entendu, les auxiliaires pédagogiques de base. Non seulement les écoles des Etats africains auraient besoin d'en avoir davantage, mais encore il faudrait améliorer les manuels de tous niveaux. Il importe de laisser aux auteurs le temps de faire les recherches et le travail de rédaction nécessaires ; il faudra aussi trouver le moyen de couvrir les frais de production et de distribution, de façon que chaque élève africain soit convenablement approvisionné en livres scolaires.

(c) Personnel enseignant. Si l'on tient compte à la fois des professeurs qualifiés dont les Etats africains ont besoin à l'heure actuelle et de ceux qu'il leur faudra recruter en vue d'assurer l'extension de l'enseignement, on arrive à des totaux impressionnants. A lui seul, un petit Etat voudrait pouvoir disposer l'an prochain de 400 maîtres de plus qu'il n'en forme cette année ; en outre, la moitié des maîtres qui y sont en service n'ont pas les titres requis. Un autre pays aurait besoin de 20.000 maîtres qualifiés au cours des 20 prochaines années pour que tous les enfants puissent y recevoir une instruction primaire en 1980. La pénurie de maîtres pose donc un problème véritablement crucial. Si l'on veut pouvoir approcher les objectifs fixés, il faudra augmenter considérablement le nombre des écoles normales primaires, et financer non seulement la construction de ces nouvelles écoles, mais aussi les dépenses afférentes à leur personnel, qui devra, pendant de nombreuses années encore, comprendre une forte proportion d'étrangers.

Dans l'enseignement secondaire, la pénurie de maîtres n'est pas moins aiguë. Pour faire face à leurs besoins minimaux en matière de main-d'oeuvre, beaucoup d'Etats africains envisagent en effet de doubler ou de tripler l'effectif des élèves de l'enseignement secondaire, d'ici à 1965 ou à 1970 selon les cas, ce qui les obligera en général à augmenter dans la même proportion l'effectif du personnel enseignant. Les écoles secondaires devront donc avoir largement recours à des professeurs étrangers en attendant que les Universités africaines et étrangères aient formé un nombre suffisant d'Africains. La situation sera particulièrement grave en ce qui concerne les maîtres chargés de dispenser l'enseignement technique et agricole ou rural qui occupe une place croissante dans les programmes du second degré.

(d) Réforme des programmes. Pour répondre aux nécessités qui découlent des transformations de la vie sociale et économique en Afrique, il est indispensable d'orienter les programmes scolaires dans de nouvelles directions. Il importe notamment d'accroître la place faite au niveau secondaire à l'enseignement technique et professionnel, qui assure la préparation de la main-d'oeuvre qualifiée indispensable au progrès économique. Il faudra s'attacher également à développer la formation technologique de manière à fournir plus rapidement du personnel local spécialisé dans toutes les branches d'activité.

On devra aussi déployer plus d'efforts à tous les niveaux de l'enseignement et dans presque tous les pays pour adapter les programmes aux conditions de la vie rurale. Dans des économies agricoles comme celles de l'Afrique, l'enseignement agricole doit recevoir toute l'attention voulue. Une liaison doit être établie entre l'école et la communauté locale ; les programmes doivent répondre aux besoins et aux intérêts de la population rurale, et être propres à faire mieux comprendre l'importance du rôle joué par l'agriculture dans la vie du pays, ainsi qu'à favoriser la modernisation des méthodes agricoles. L'application de telles mesures est indispensable si l'on

veut accroître la productivité agricole, développer la vie communautaire et augmenter les possibilités d'emploi dans les régions rurales, et enfin ralentir l'exode de la jeunesse des campagnes vers les villes, en quête d'emplois souvent inexistantes.

(e) Education des filles. Il importe de veiller à ce que le nombre des filles recevant une instruction à tous les niveaux augmente plus rapidement à l'avenir. Les enquêtes effectuées montrent qu'en Afrique les filles représentent moins de 30 % des effectifs de l'enseignement primaire, et 22 % environ des effectifs des établissements secondaires. Il apparaît en outre que dans certains pays on ne compte même pas une fille sur dix élèves inscrits dans les écoles primaires. Les Etats africains ne peuvent se permettre de négliger les immenses ressources que l'élément féminin de la population pourrait fournir en vue de favoriser le développement économique. Des jeunes filles et des femmes ayant reçu la formation voulue peuvent jouer un rôle très utile dans bien des secteurs de la vie de la communauté en tant qu'infirmières, auxiliaires sociales, enseignantes, etc. Et ce qui est plus important encore, c'est le profit que la société retire de l'éducation des filles lorsque celles-ci ont atteint l'âge de devenir épouses et mères.

(f) Enseignement supérieur. Chaque Etat a besoin de cadres hautement qualifiés dans le domaine des professions libérales, des professions techniques, de l'administration publique, des professions commerciales et des services sociaux. Le personnel de ce niveau est formé dans les établissements d'enseignement supérieur. Or, en Afrique, l'enseignement supérieur est très loin d'être assez développé pour assurer la préparation des cadres nécessaires : les jeunes gens inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur ne représentent en effet que 0,02 % de la population comprise dans les groupes d'âge correspondants. Il apparaît donc nécessaire de prévoir, à ce niveau, une très large extension de l'enseignement ; et il faudra entre-temps multiplier les possibilités d'aller faire des études universitaires à l'étranger offertes aux Africains, notamment dans les domaines où ils ne pourraient recevoir une formation sur place. Pour assurer l'extension de l'enseignement supérieur en Afrique, on devra non seulement consacrer des crédits importants à la création ou au développement d'établissements d'études supérieures, mais aussi faire appel à des centaines de professeurs étrangers jusqu'à ce qu'on dispose d'un nombre suffisant d'Africains capables de les remplacer.

(g) Education des adultes. Pour que les jeunes Etats puissent se développer sur le plan économique, il est indispensable que leur population sache lire et écrire : l'un des principaux buts visés par leurs éducateurs consiste donc à éliminer l'analphabétisme et à empêcher les nouveaux alphabètes d'oublier ce qu'ils ont appris. On estime qu'il y a en Afrique 100 millions de personnes - ce qui représente plus de la moitié de la population - ne sachant ni lire ni écrire dans aucune langue. Ce fait entrave considérablement tout progrès, de sorte que l'éducation des adultes est l'un des domaines où les besoins de l'Afrique sont le plus urgents. Les programmes d'éducation des adultes ne porteront pas seulement sur la lecture, l'écriture et le calcul : ils devront aussi dispenser aux adultes qui n'ont reçu qu'une instruction rudimentaire un complément de formation en rapport avec leurs occupations quotidiennes, et favoriser la compréhension des grandes transformations sociales et techniques en cours sur le continent africain. Il faudra en outre tirer pleinement parti des moyens d'information pour éviter que les nouveaux alphabètes redeviennent illettrés.

(h) Amélioration du matériel d'enseignement. Il est nécessaire de travailler sans relâche à améliorer le matériel d'enseignement de tous niveaux. Les activités scolaires doivent permettre aux élèves de mieux comprendre et apprécier leur patrimoine culturel et celui de toutes les autres nations, ainsi que les différents aspects de la situation actuelle et de l'avenir probable de leur pays. Les manuels de base et les textes de lecture complémentaires devraient toujours refléter les conditions d'existence et les intérêts de la population ; tous les livres étudiés dans les écoles de l'Afrique devraient s'inspirer de la vie et de la culture africaines. La production de tels ouvrages exigera de nombreux travaux de recherche, de rédaction et de publication, mais l'importance qu'elle présente pour la mise au point de conceptions et de méthodes pédagogiques conformes aux besoins des enfants africains lui confère une urgence exceptionnelle.

TABLEAU I. SITUATION ACTUELLE DE L'ENSEIGNEMENT EN AFRIQUE

Pays	Année	Inscriptions par catégorie d'enseignement		Taux d'inscription dans les différents degrés par rapport à la population d'âge scolaire			
		Premier degré (enseignement primaire) nombre d'élèves	Second degré (enseignement secondaire) nombre d'élèves	Premier degré		Second degré	
				Pop. 5-14 ans (éval. en milliers)	Taux d'ins- cription par rapport à la pop. 5-14 ans après ajustement en fonction de la durée des études	Pop. 15-19 ans (éval. en milliers)	Taux d'ins- cription par rapport à la pop. 15-19 ans après ajustement en fonction de la durée des études
Basutoland	1958	119.478	3.042	165	90,5	67	4,5
Bechuanaland	1958	31.193	485	84	46,4	34	1,4
Cameroun britannique (sous tutelle)	1958	54.844	1.404	391	20,0	164	0,8
République du Cameroun	1959-60	371.421	13.808	795	77,8	332	3,0
République centrafricaine	1957-58	45.774	1.480	280	27,2	117	0,9
Tchad	1959-60	53.973	1.473	647	13,8	271	0,4
Congo (Brazzaville)	1957-58	78.962	3.259	187	70,3	78	3,0
Congo (Léopoldville)	1959-60	1.460.753	51.671	3.405	71,5	1.426	3,0
Dahomey	1959-60	81.107	3.618	431	31,3	180	1,4
Ethiopie	1958-59	158.005	8.144	5.338	3,8	2.235	0,5
Gabon	1957-58	39.763	1.156	101	65,7	41	2,0
Gambie	1958	4.595	794	72	10,7	30	2,2
Ghana	1959	483.425	178.581	1.208	66,7	506	29,4
Guinée	1959-60	79.373	4.563	671	19,7	281	1,1
Côte d'Ivoire	1957-58	125.727	5.104	641	32,7	269	1,4
Kenya	1958	651.758	20.291	1.562	52,1	654	3,9
Libéria	1959-60	55.026	3.397	308	22,4	129	3,3
République malgache	1959-60	364.217	25.290	1.299	46,7	544	1,4
Mali	1957-58	42.053	2.749	918	7,7	384	0,5
Ile Maurice	1958	109.370	16.243	153	100,0	64	18,1
Mauritanie	1957-58	6.493	291	155	7,0	65	0,3
Niger	1957-58	11.811	395	603	3,3	252	0,1
Nigeria	1958	2.545.336	117.414	8.129	42,9	3.403	2,9
Lagos	1958	56.688	6.376	83	85,4	35	15,2
Région du Nord	1958	230.000	8.098	4.439	7,4	1.858	0,3
Région occidentale	1958	1.037.377	73.282	1.657	100,0	694	8,8
Région orientale	1958	1.221.271	29.658	1.950	78,3	816	3,0
Rhodésie et Nyassaland							
Rhodésie du Nord	1958-59	243.926	4.948	566	53,9	237	2,6
Nyassaland	1958	269.693	3.042	667	50,5	279	1,4
Rhodésie du Sud	1958	433.459	6.485	649	83,5	272	3,0
Ruanda-Urundi	1958	246.149	5.480	1.156	35,5	484	0,9
Sénégal	1957-58	80.473	6.102	561	23,8	235	1,9
Sierra Leone	1959	74.481	8.277	590	21,0	247	2,8
Somalie	1958-59	16.485	1.828	325	10,2	136	0,8
Soudan	1959-60	288.395	60.941	2.819	12,8	1.180	6,5
Swaziland	1958	29.934	1.066	67	55,9	27	4,5
Tanganyika	1958	422.832	15.315	2.193	24,1	918	2,1
Togo	1959	78.689	2.373	411	31,8	172	1,0
Ouganda	1959	501.699	41.633	1.603	52,2	671	4,4
Haute-Volta	1959-60	40.543	2.447	991	6,8	415	0,4
Zanzibar	1958	14.982	1.232	75	25,0	31	5,0

Source : Les statistiques relatives à la population et aux élèves ont été extraites, par la Division de statistique de l'Unesco, de publications officielles et des réponses fournies par les différents pays aux questionnaires.

**TABEAU II. REPARTITION PROPORTIONNELLE DES ETUDIANTS
ENTRE LES DIFFERENTES BRANCHES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN AFRIQUE**

Pays	Année universitaire commençant en	Effectif global	Répartition proportionnelle entre les différentes branches d'études									
			Sciences humaines	Pédagogie	Beaux-Arts	Droit	Sciences sociales	Sciences exactes et naturelles	Sciences de l'ingénieur	Médecine	Agriculture	Etudes non spécifiées
Basutoland	1958	103	58,3	3,9	-	-	3,9	34,0	-	-	-	-
Ghana	1958	1.410	15,2	15,7	5,3	6,6	22,9	8,2	16,0	4,0	6,0	-
Kenya	1958	797	3,8	55,5	5,4	-	8,2	4,6	9,8	5,0	7,8	-
Libéria	1957	476	-	19,5	-	6,3	-	5,3	1,9	3,8	4,0	59,2
République malgache	1958	424	7,1	-	-	66,5	-	26,4	-	-	-	-
Ile Maurice	1958	231	-	55,8	-	-	-	-	-	-	44,2	-
Nigeria	1958	1.984	26,7	5,9	4,6	-	13,7	31,8	7,4	8,9	1,1	-
Rhodésie et Nyassaland	1958	125	42,4	22,4	-	-	-	29,6	-	-	5,6	-
Ruanda-Urundi	1958	4	-	-	-	-	-	-	-	-	100,0	-
Sénégal	1958	1.458	21,7	0,3	-	39,5	1,4	21,4	1,0	12,2	2,4	-
Sierra Leone	1958	371	29,1	24,5	-	-	28,3	15,4	2,7	-	-	-
Somalie	1958	245	-	-	-	-	100,0	-	-	-	-	-
Soudan	1958	1.389	17,4	7,2	2,0	8,6	4,3	19,2	25,3	9,2	4,5	2,2
Ouganda	1958	837	33,7	9,3	2,6	-	0,8	29,4	1,7	12,1	10,4	-

Source : "L'éducation dans le monde", Vol. III (Unesco, 1961) (sous presse).

(i) Planification. L'expansion de l'éducation devrait être planifiée avec soin, en fonction tant des exigences du développement économique et social du pays que des objectifs visés. Il faudrait donc créer au sein des Ministères de l'éducation des Comités ou des Sections de planification, dont les membres possèderaient les connaissances spécialisées et fourniraient les services indispensables à une planification efficace et réaliste du développement de l'enseignement, planification qui devrait s'intégrer dans les plans d'ensemble nationaux.

ECONOMIE ET EDUCATION

L'inventaire précédent des besoins de l'Afrique en matière d'éducation implique la nécessité d'une action immédiate et énergique. En fait, l'éducation ne constitue pas seulement pour l'Africain un droit qu'il partage avec tous les autres enfants du monde ; elle représente aussi pour toutes les nations de l'Afrique un investissement économique avantageux.

Le côté économique de l'éducation se présente sous le double aspect, d'une part, de son coût, qui impose des limites aux ressources que chaque pays est capable de lui consacrer et, d'autre part, de son action sur la capacité productive dont l'accroissement sert de justification aux dépenses qu'il implique. L'action hautement bénéfique des dépenses au titre de l'éducation est confirmée par de récents calculs statistiques. Le caractère rentable de cet "investissement humain", lorsqu'il est effectué à bon escient, n'est donc pas contestable.

Mais il est indispensable de coordonner les efforts en matière d'éducation aux nécessités du développement économique, qui sont elles-mêmes variables selon les temps et les lieux ainsi que selon les divers niveaux du développement atteint. Il ne faut faire ni trop, sous peine de gaspillage, ni trop peu, car le développement s'en trouverait freiné, voire bloqué. Un équilibre doit donc être constamment maintenu entre les divers degrés (primaire, secondaire, technique, supérieur) et les différentes formes de l'enseignement (général et professionnel, littéraire et scientifique, scolaire et au sein même des entreprises).

Une planification continue de l'action éducative en liaison avec le développement économique s'avère donc absolument indispensable, de manière à assurer une aussi parfaite concordance que possible entre l'offre et la demande en ce qui concerne chaque type de capacité. De nombreuses recherches sont encore nécessaires dans ce domaine, surtout en Afrique, en liaison avec les autorités chargées de la planification de la main-d'oeuvre qualifiée.

Il est en général donné trop peu d'importance dans les programmes d'enseignement aux études fondées sur les sciences de la nature, et ceci tout aussi bien sur le plan de l'instruction secondaire qu'au niveau universitaire. Dans le même ordre d'idées, les travaux manuels et les leçons de choses qui peuvent aussi préparer l'élève aux études techniques et scientifiques occupent une place trop réduite dans les écoles primaires. Cet état de choses, hérité d'un passé révolu, doit être rectifié sans tarder.

Il apparaît aussi qu'un effort immédiat doit être fait pour donner plus d'importance aux enseignements secondaire, postsecondaire et universitaire, qui ont été par trop négligés jusqu'à présent.

Mais c'est au niveau de l'enseignement primaire que l'intégration avec le développement économique pose les problèmes les plus difficiles à résoudre. Car cet enseignement tend à susciter chez ceux qui en bénéficient des aspirations que la situation actuelle de l'économie ne permet de satisfaire ni en totalité ni de façon immédiate. Il conviendrait donc d'adapter l'action déployée dans ce secteur aux possibilités de l'économie, notamment en matière agricole. Mais encore ne faut-il pas se montrer trop exigeant dans ce sens, puisque la généralisation progressive de l'instruction primaire constitue un but en soi, indépendamment de ses effets sur l'activité économique.

Il est également prouvé qu'un effort en vue de développer l'instruction des adultes, jusqu'ici trop négligée en Afrique, procure des avantages rapides et substantiels sur le plan économique. Et il apparaît nécessaire d'orienter cet effort dans le sens d'un développement de l'apprentissage plutôt que d'une prolongation de la scolarisation proprement dite.

Certes, l'investissement éducatif est relativement onéreux en Afrique et ses rendements, quoique certains, sont à longue échéance. Aussi est-il indispensable de tout mettre en oeuvre en

vue de réduire son coût, qu'il s'agisse des dépenses de premier établissement, telles que les constructions scolaires, ou des frais de fonctionnement de "l'entreprise enseignante" elle-même.

Cette manière justifiée de présenter l'action en matière d'éducation comme un investissement productif du point de vue de l'économie nationale considérée dans son ensemble engendre d'importantes conséquences sur le plan financier. Il en résulte notamment la possibilité logique de recourir à l'emprunt extérieur pour couvrir les dépenses renouvelables et non renouvelables.

Sur la base des observations qui précèdent, les Etats africains sont arrivés aux conclusions suivantes :

(a) Le développement des ressources humaines constitue une tâche aussi urgente et essentielle que celui des ressources naturelles ;

(b) Le développement de l'éducation peut être représenté comme un investissement économique à long terme et de rendement élevé ;

(c) Les modalités de cette action doivent être adaptées aux nécessités de l'économie, l'accent devant être placé sur l'acquisition des connaissances scientifiques et leurs applications au milieu naturel africain ;

(d) En l'état actuel des exigences du développement économique de l'Afrique, la priorité la plus élevée doit être accordée aux enseignements de type secondaire et postsecondaire ;

(e) Tous les Etats africains devraient se proposer comme but la généralisation de l'enseignement primaire dans un délai maximum de vingt années, tout en poursuivant l'application de programmes de grande envergure en matière d'éducation des adultes et de formation professionnelle.

(f) Le coût financier de l'action éducative doit pouvoir être couvert, selon des dosages à déterminer, tant par le recours à l'emprunt que par la fiscalité, aussi bien pour les dépenses renouvelables que pour les dépenses non renouvelables.

PRIORITES

A l'heure actuelle, chaque Etat africain se préoccupe de mettre au point un programme d'éducation complet et équilibré, propre à donner en fin de compte à tout individu, homme ou femme, la possibilité de faire bénéficier pleinement la société de ses capacités intellectuelles et physiques, et de participer activement aux progrès continus accomplis dans tous les secteurs de la vie du pays. Les Etats africains devraient viser à rendre l'enseignement primaire universel d'ici vingt ans, ce qui implique un accroissement du taux d'inscription dans l'enseignement primaire de 5 % par an. Il convient d'accorder également une attention particulière pendant cette période à l'éducation des adultes.

Les Etats africains sont convenus qu'étant donné l'ampleur de leurs besoins en matière d'éducation et l'importance des frais afférents aux prochains stades de la mise en chantier de ce programme équilibré d'éducation, il est indispensable de donner la priorité, dans l'avenir immédiat, à certains de ses aspects. Les besoins existants ont naturellement un caractère analogue dans tous les Etats, mais quelques-uns d'entre eux sont plus impérieux dans certains pays que dans d'autres.

Un examen d'ensemble de la situation actuelle de l'éducation en Afrique et des problèmes économiques et sociaux qui se posent aux Etats africains met en lumière certains types de besoins qui appellent une action immédiate et énergique. Pour que des besoins soient considérés comme prioritaires, il faut que leur satisfaction contribue au développement harmonieux du programme d'éducation, ainsi qu'à l'accélération de la croissance économique et sociale de la nation.

Compte tenu de ces considérations, il convient d'accorder la priorité, au cours des cinq prochaines années, aux besoins ci-après.

A. Enseignement du second degré. Depuis dix ans, le nombre des élèves pouvant être admis dans les écoles primaires a beaucoup augmenté ; mais au niveau secondaire, les progrès n'ont pas été assez marqués pour que l'on puisse accueillir dans les établissements d'enseignement du second degré un pourcentage suffisant des élèves ayant terminé leurs études primaires. Or, il n'est d'ores et déjà pas possible de pourvoir tous les emplois dont les titulaires doivent avoir fait des études secondaires, et les projections relatives aux besoins futurs en main-d'oeuvre de ce niveau laissent prévoir que l'écart entre l'offre et la demande s'accroîtra à moins qu'on ne prenne des mesures radicales pour l'éviter. Il faudrait aussi former un plus grand nombre de diplômés de l'enseignement secondaire afin que l'effectif des jeunes gens qui font des études supérieures en Afrique et à l'étranger pour se préparer à occuper des postes d'autorité s'accroisse.

B. Réforme des programmes d'études. Parallèlement au développement l'enseignement du second degré, il faut procéder à un remaniement général des programmes appliqués à tous les niveaux, afin de mieux les adapter aux besoins d'une société en voie d'évolution et à la nécessité de modifier la structure des économies existantes. A cet effet, il convient de faire une plus large place, au niveau secondaire, à l'enseignement technique et à l'enseignement agricole. En vue d'assurer le développement économique des pays africains, il est indispensable de mettre à leur disposition une main-d'oeuvre qualifiée dans ces deux domaines. Les programmes scolaires, la durée des études et les horaires devront être réformés et adaptés aux conditions sociales et culturelles de l'Afrique.

C. Formation du personnel enseignant. La formation de maîtres, pour tous les ordres d'enseignement, bénéficie d'une priorité élevée. En effet, la qualité de l'enseignement primaire est en rapport direct avec les résultats scolaires obtenus aux niveaux plus élevés de l'enseignement, ainsi qu'avec les services rendus à la société par ceux qui cessent leurs études au sortir

de l'école primaire. Afin d'améliorer l'enseignement primaire et de former un plus grand nombre d'instituteurs et d'institutrices, il faut prévoir un très important développement de l'enseignement normal, ainsi que des recherches pédagogiques.

Compte tenu de la priorité accordée, dans le présent rapport, à l'enseignement secondaire, il est également indispensable de prévoir la formation rapide d'un grand nombre de maîtres pour les nouveaux établissements du second degré. Il y a lieu de s'attacher en particulier à préparer des maîtres qui dispenseront un enseignement technique et agricole à ce niveau.

COUTS

A l'heure actuelle, la population africaine dans son ensemble désire ardemment bénéficier d'une éducation plus poussée et de meilleure qualité ; ce désir doit être réalisé, et il le sera. Mais les Etats africains tiennent à éviter de se lancer dans des activités désordonnées qui aboutiraient à multiplier les possibilités d'instruction au hasard et en dehors de tout plan préconçu. Ils préfèrent, à juste titre, planifier leur programme d'extension de l'enseignement. Aussi se sont-ils employés, tant individuellement qu'au sein de la présente Conférence, à dresser l'inventaire de leurs besoins quantitatifs et qualitatifs en matière d'éducation. Ils ont étudié les rapports qui existent entre l'éducation et le développement économique et social, et ils ont défini l'étendue, la nature et l'orientation des programmes qu'il y aurait lieu d'appliquer en Afrique en matière d'éducation pour que l'enseignement ait un caractère équilibré, qu'il favorise l'épanouissement des plus nobles qualités humaines, et qu'il stimule les progrès accomplis sur le plan social et économique.

Ces importantes délibérations ont conduit à l'élaboration d'un plan pour la période 1961-1980, qui vise à assurer le développement harmonieux de l'éducation en Afrique : la première phase est un plan à court terme, qui porte sur les cinq années à venir. Il tient pleinement compte des besoins prioritaires de l'enseignement secondaire, qui doivent être satisfaits pour que l'on puisse atteindre les objectifs de la deuxième phase - laquelle a trait à la période 1966-1980 ; durant cette deuxième phase, on doit s'attacher à rendre l'enseignement primaire effectivement universel, tout en développant l'enseignement supérieur.

PLAN A COURT TERME : 1961-1966

Ce plan a pour objet de faire passer le nombre total des inscriptions dans les écoles de 11 à 15 millions. Il fait une place particulièrement large à l'extension de l'enseignement secondaire, en- seignement qui assure la formation des techniciens spécialisés - base du développement écono- mique -, du personnel des établissements d'études supérieures - d'où sortiront les cadres direc- teurs dont nos sociétés modernes ont un si grand besoin -, et enfin des maîtres chargés d'ins- truire les millions de nouveaux élèves qu'accueilleront les écoles primaires.

Pour parvenir à une estimation raisonnable du coût du programme quinquennal d'extension de l'enseignement en Afrique, on s'est fondé sur certaines hypothèses de base, elles-mêmes établies en fonction de facteurs divers. Au niveau de l'enseignement du premier degré, l'objectif visé consiste à scolariser chaque année 5 % de plus des enfants atteignant l'âge d'entrée à l'école pri- maire. Les dépenses renouvelables par élève sont évaluées à 20 dollars* par an, le coût des cons- tructions scolaires à 1.500 dollars par classe pouvant contenir 50 élèves, et celui du matériel à 7,5 dollars par élève. On a également prévu des crédits pour l'achat, d'ici cinq ans, du matériel nécessaire à 50 % des écoles actuelles dont l'équipement laisse à désirer, et pour améliorer les bâtiments existants d'ici 10 ans.

D'autres hypothèses ont été adoptées en ce qui concerne l'enseignement du second degré. Le nombre moyen des nouveaux maîtres nécessaires chaque année a été évalué à 45.000 environ ; pour établir le coût de l'enseignement normal, on a supposé que le personnel enseignant compren- drait au moins 5 % de maîtres qualifiés, titulaires d'un grade universitaire, que tous les élèves et les maîtres seraient logés, que les dépenses renouvelables par élève seraient de 400 dollars pour le premier cycle et de 600 dollars pour le deuxième cycle, et que les dépenses en capital s'élèveraient à 1.000 dollars par élève.

* Le mot "dollar" désigne toujours, dans le présent document, une somme équivalant à 1 dol- lar des Etats-Unis.

Les frais afférents aux autres établissements du second degré ont été déterminés de la même manière. Les dépenses renouvelables par élève ont été fixées à 40 dollars pour les écoles professionnelles et techniques (premier cycle) et les écoles moyennes d'enseignement secondaire général, à 150 dollars pour les écoles secondaires classiques, et à 200 dollars pour les écoles professionnelles et techniques (deuxième cycle). On a estimé les dépenses de construction à 400 dollars par élève dans l'enseignement professionnel et technique du premier cycle et les écoles moyennes d'enseignement général, et à 800 dollars par élève dans l'enseignement classique et l'enseignement professionnel et technique du deuxième cycle. Les dépenses de matériel ont été estimées à 25 % des coûts de construction pour les écoles professionnelles et techniques du deuxième cycle, et à 15 % pour les autres établissements. Cinquante pour cent des maîtres supplémentaires devront être logés, à raison de 10.000 dollars par logement (terrain compris).

Dans l'enseignement supérieur on a présumé que les dépenses renouvelables annuelles par étudiant s'élèveraient à 1.600 dollars pour les Facultés scientifiques et techniques situées en Afrique, à 800 dollars pour les autres facultés africaines, à 600 dollars par étudiant inscrit dans les établissements d'enseignement supérieur non universitaires d'Afrique et à 2.000 dollars pour chaque Africain qui fait des études supérieures à l'étranger. Les dépenses en capital afférentes à la construction des locaux requis pour accueillir davantage d'étudiants dans les universités africaines ont été estimées à 10.000 dollars par étudiant pour les facultés scientifiques et techniques, et à 5.000 dollars pour les autres facultés et les établissements d'enseignement supérieur non universitaires.

Compte tenu du taux élevé de l'analphabétisme et de l'insuffisance du nombre des écoles, les Etats africains devraient accorder une importance spéciale à l'éducation des adultes et aux activités de jeunesse, qui ont une incidence directe sur le développement économique et social. Il leur faudra donc organiser des programmes d'alphabetisation des adultes et d'éducation populaire, et créer de nouveaux organismes pour la recherche, pour la production de livres et d'auxiliaires audio-visuels, et pour la formation de maîtres. On n'a pas essayé d'évaluer le coût de ces activités qui sera très variable d'un pays à l'autre, mais on a prévu l'affectation à l'éducation des adultes et aux programmes analogues d'une somme égale à 5 % du coût estimé du plan à court terme et du plan à long terme.

Le nombre d'inscriptions prévues dans le plan à court terme et les dépenses y afférentes figurent dans le tableau III ci-dessous :

TABLEAU III. PLAN A COURT TERME (1961-66)
INSCRIPTIONS ET DEPENSES

	Année de référence 1960-61	1961-62	1962-63	1963-64	1964-65	1965-66
	(Inscriptions en milliers)					
Premier degré	11.187,0	11.586,0	12.203,0	13.028,0	14.050,0	15.279,0
Second degré	816,6	903,7	1.025,0	1.224,7	1.475,2	1.833,5
Enseignement supérieur	25,0	25,5	26,2	27,2	28,5	30,3
	Dépenses (en millions)					
Premier degré		283,4	305,5	332,1	362,7	398,7
Second degré		235,7	278,3	409,0	489,4	652,0
Enseignement supérieur		37,5	39,1	41,2	44,7	48,7
Autres programmes		27,8	31,1	39,1	44,8	55,0
Total		584,4	654,0	821,4	941,6	1.154,4

Le plan à long terme a pour objet de permettre aux Etats africains de créer une pyramide de l'enseignement appropriée. Il englobe les dispositions prioritaires qu'il convient de prendre, à court terme, afin que l'Afrique dispose du personnel de base dont elle a besoin pour qu'un enseignement primaire de haute qualité soit dispensé à tous d'ici 1980, tout en continuant à progresser sur le plan social et économique. Le calcul du coût du plan à long terme est fondé sur les hypothèses adoptées pour le plan à court terme. On trouvera ci-dessous, dans le tableau IV, un exposé détaillé des dépenses et des effectifs prévus.

TABLEAU IV. PLAN A LONG TERME (1961-1980)
EFFECTIFS ET DEPENSES

Années	1961-62	1965-66	1970-71	1980-81
Inscriptions (en milliers)				
Premier degré	11. 586, 0	15. 279, 0	20. 378, 0	32. 808, 0
Second degré	903, 7	1. 833, 5	3. 390, 0	5. 905, 4
Enseignement supérieur	25, 5	30, 3	55, 0	328, 0
Inscriptions en pourcentage de l'effectif des groupes d'âge				
Premier degré	40	51	71	100
Second degré	3	9	15	23
Enseignement supérieur	0, 2	0, 2	0, 4	2
Dépenses renouvelables et non renouvelables				
(en millions)				
Premier degré	283, 4	398, 7	537, 0	730, 3
Second degré	235, 7	652, 0	949, 0	1. 177, 2
Enseignement supérieur	37, 5	48, 7	306, 0	562, 4
Autres programmes	27, 8	55, 0	89, 6	123, 5
Total	584, 4	1. 154, 4	1. 881, 6	2. 593, 4

RESSOURCES LOCALES CONSACREES A L'EDUCATION

Les dépenses entraînées par la mise en oeuvre d'un programme adéquat de développement de l'éducation en Afrique sont écrasantes, mais la volonté des Etats africains est ferme. Les gouvernements et les populations sont prêts à consentir tous les sacrifices nécessaires pour atteindre les buts qui ont été si minutieusement définis. Il y a, toutefois, lieu de penser que les Etats africains ne seront pas en mesure de financer leur programme complet d'éducation avant la période qui suivra l'année 1980, époque à laquelle les capitaux investis dans l'enseignement au cours des vingt années à venir commenceront à rapporter des dividendes suffisants pour en amortir le coût. Comme le montre le tableau V, les ressources nationales seront très insuffisantes jusqu'à cette époque.

TABLEAU V

PLAN A COURT TERME ET PLAN A LONG TERME
COUTS ESTIMES, RESSOURCES LOCALES, DEFICITS

Année	Coût total	Ressources locales estimées (en millions de dollars)	Déficit
1961	590	450	140
1962	650	500	150
1963	820	560	260
1964	940	630	310
1965	1. 150	700	450
Total, Plan à court terme	4. 150	2. 840	1. 310
1970	1. 790	870	920
1980	2. 600	2. 200	400

Il ressort de ce tableau que la contribution des Etats africains au développement de l'éducation pendant les vingt prochaines années s'accroîtra régulièrement ; par rapport à 1961, elle aura augmenté de 50 % environ en 1965, et presque quintuplé en 1980.

Il semble donc que l'Afrique ne serait en mesure de mettre en oeuvre et de financer d'ici 1980 un programme de développement de l'éducation du type dont un aperçu est donné dans le présent document que si elle pouvait disposer d'une aide extérieure de l'ordre de grandeur indiqué - c'est-à-dire allant d'environ 140 millions de dollars en 1961 jusqu'à un maximum qui atteindrait approximativement un milliard de dollars en 1970, pour retomber jusqu'à 400 millions de dollars à peu près en 1980. Parmi les différents programmes que comprend ce Plan, le plus important concerne l'extension de l'enseignement secondaire et supérieur, et il faudrait déployer le maximum d'efforts pour atteindre ses objectifs dans les dix années à venir. C'est seulement ainsi que le "décollage" dont l'enseignement africain a tant besoin pourra être assuré ; et, à cet effet, il est indispensable qu'aux efforts et aux sacrifices héroïques que les peuples africains font actuellement pour se doter d'une meilleure instruction vienne s'ajouter une aide accordée en quantité suffisante par des pays relativement plus évolués. Compte tenu de la situation actuelle de son enseignement, l'Afrique a besoin d'une assistance sous différentes formes : subvention en espèces, matériel, personnel indispensable et possibilités de formation à l'étranger. Il est vrai qu'une aide appréciable lui est d'ores et déjà fournie ; mais l'ampleur de la tâche à accomplir est telle que l'assistance extérieure accordée aujourd'hui devra être plus que doublée au cours des cinq prochaines années, et presque quadruplée entre 1966 et 1970.

Les objectifs auxquels répond ce plan de conception hardie et originale sont difficiles à atteindre, mais ce sont les Africains eux-mêmes qui les ont fixés, et qui en considèrent la réalisation comme indispensable pour pouvoir occuper la place qui leur revient dans la communauté mondiale. Ces objectifs ont été choisis parce qu'ils sont considérés comme essentiels, et non pas simplement parce qu'ils correspondent aux possibilités économiques existantes. En vue de les atteindre, on devra mener à bien une tâche gigantesque, mais extrêmement fructueuse tant pour l'Afrique que pour le monde entier et, en raison de l'ampleur et de l'urgence de cette tâche, l'Afrique fait appel à ses frères plus fortunés pour l'aider à en assumer la charge. Il faut espérer que cet appel sera entendu, et que les Etats africains disposeront bientôt de systèmes d'enseignement qui pourront, sur le plan quantitatif et qualitatif, soutenir la comparaison avec ceux des pays évolués et épris de progrès situés dans d'autres parties du monde.

RECOMMANDATIONS

La Conférence d'Etats africains sur le développement de l'éducation en Afrique a soumis à un examen approfondi et détaillé diverses questions importantes. Elle a analysé de façon pénétrante les exigences du développement économique et social de l'Afrique relatives à l'enseignement. Elle a étudié l'interaction entre l'éducation et l'économie, et elle a affirmé que l'octroi d'une aide financière de grande envergure en vue de faciliter les progrès de l'éducation en Afrique constituera un investissement hautement productif tant pour les Etats africains que pour les institutions extérieures. Elle a pris acte de la nécessité d'améliorer les programmes et le matériel d'enseignement à tous les niveaux.

La Conférence a souligné qu'il est urgent et indispensable de planifier l'extension de l'enseignement dans le cadre des programmes nationaux de développement économique et social. Elle a accepté des plans de base relatifs au développement de l'éducation en Afrique, et elle a évalué le coût probable de ces plans, tant à court terme qu'à long terme. Conscients du fait que les ressources sont insuffisantes à l'heure actuelle, et le resteront pendant une vingtaine d'années, les Etats africains se rendent compte qu'il leur est impossible de financer eux-mêmes entièrement la mise en oeuvre de ces plans. Ils savent que pour atteindre leurs buts, ils auront besoin d'une aide étrangère dont l'ampleur ira croissant pendant dix ans, et diminuera ensuite pendant les dix années suivantes. Ils accueilleront donc volontiers l'assistance internationale qui leur sera nécessaire.

A la lumière de ces délibérations et décisions d'une grande portée, la Conférence d'Etats africains présente les recommandations ci-dessous.

A. APPEL AUX ETATS MEMBRES

La Conférence d'Etats africains sur le développement de l'éducation en Afrique,

Considérant que le progrès économique et social et le développement de l'éducation sont indissolublement liés,

Considérant qu'il résulte des travaux de la Conférence que les besoins des pays africains en matière d'éducation sont considérables, et que les efforts à déployer pour mettre en oeuvre les programmes d'éducation que la Conférence a adoptés en vue du développement économique des pays intéressés dépassent les ressources normales actuelles de ces pays,

Considérant que les effets de ces programmes d'éducation sur le développement économique et sur l'accroissement des ressources des pays intéressés ne pourront se manifester qu'après d'importants délais,

Constatant dans ces conditions que la mise en oeuvre des décisions de la Conférence exige l'intensification des efforts des pays intéressés et l'obtention par eux d'une aide extérieure massive,

Considérant que la Conférence générale de l'Unesco a, par sa résolution 1. 2321 (onzième session) invité les Etats membres et Membres associés d'Afrique de l'Organisation à demander l'assistance des organisations internationales et régionales

appropriées et à utiliser en les coordonnant le mieux possible toutes les ressources mises à leur disposition pour développer l'enseignement, et qu'elle a par la même résolution invité les Etats membres des régions autres que l'Afrique à offrir directement ou par l'intermédiaire de l'Unesco une aide financière et technique aux pays d'Afrique pour le développement de leurs systèmes d'enseignement,

Rappelant que, conformément à la résolution 8.62 adoptée par la Conférence générale de l'Unesco à sa onzième session, le Directeur général de l'Unesco a "communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux chefs responsables des organismes financiers compétents des Nations Unies et à ceux des Institutions spécialisées l'opinion mûrement réfléchie de l'Organisation que l'assistance aux projets concernant l'éducation tant générale que technique devrait bénéficier de la même attention que l'aide au développement économique des pays insuffisamment développés",

Rappelant, d'autre part, que l'Assemblée générale des Nations Unies a, à diverses reprises et en particulier lors de sa quinzième session, souligné l'importance qui s'attache à l'éducation, à la formation et au préinvestissement pour le développement économique des pays sous-développés,

Invite les pays africains intéressés à consacrer la plus grande partie possible de leurs ressources au développement de l'éducation dans leurs territoires, conformément aux principaux objectifs du programme de cinq ans et au programme de vingt ans tels qu'ils sont exposés dans "l'Aperçu d'un plan de développement de l'éducation en Afrique" ;

Invite l'Unesco à entreprendre auprès des organismes internationaux compétents, des gouvernements et des institutions publiques ou privées susceptibles de fournir une aide importante les démarches nécessaires pour qu'ils contribuent au financement des programmes recommandés par la Conférence qui excéderaient les ressources normales actuelles des pays africains intéressés ;

Invite l'Unesco à prêter son concours aux gouvernements intéressés pour les mettre en mesure d'assurer l'harmonisation des efforts nationaux et des efforts extérieurs nécessaires à la réalisation des programmes d'éducation adoptés ;

Invite la Commission économique pour l'Afrique, les autres organismes intéressés des Nations Unies et tous les Etats, pays et organisations non gouvernementales ayant pris part à la Conférence à prêter leur appui et à participer à la mise en oeuvre de la présente résolution.

B. ECONOMIE ET EDUCATION

La Conférence déclare ce qui suit :

1. L'enseignement, dans des conditions appropriées, est un investissement productif et contribue à la croissance économique ;
2. Le développement des ressources humaines est tout aussi urgent et tout aussi nécessaire que celui des ressources naturelles ;

3. Les investissements dans l'enseignement sont des investissements à long terme, mais une planification judicieuse peut les rendre en même temps très productifs ;
4. Le contenu de l'éducation doit répondre aux besoins du développement économique, une importance accrue étant accordée aux sciences et à leurs applications ;
5. Etant donné le niveau actuel du développement de l'Afrique, il faut veiller avant tout à ce qu'une proportion adéquate de la population acquière dans les établissements secondaires et postsecondaires les divers types de formation spécialisée nécessaires pour le développement économique ;
6. Les pays africains doivent s'attacher à généraliser l'enseignement primaire dans les vingt années à venir, tout en se préoccupant particulièrement de l'éducation des adultes et de la formation en cours d'emploi ;
7. Des emprunts sans intérêt ou à faible intérêt, remboursables de préférence en monnaie locale et sur de longues périodes, constituent, avec les recettes fiscales et les subventions, un moyen approprié de financer certaines dépenses d'enseignement, renouvelables ou non renouvelables.
8. L'Unesco, la CEA et les Etats membres d'Afrique devraient entreprendre des études, des recherches, et des activités - selon les besoins - sur les points suivants :
 - (a) rapport entre les divers schémas de développement et les besoins en main-d'oeuvre ;
 - (b) échelonnement dans le temps et équilibre à observer en ce qui concerne les facteurs relatifs à l'éducation et les facteurs économiques ;
 - (c) priorités indispensables au développement d'un système d'éducation équilibré ;
 - (d) bénéfices tirés sur le plan économique et social des investissements consacrés à l'éducation ;
 - (e) intégration et coordination par chaque gouvernement de toutes les ressources - en argent et en nature, publiques et privées, intérieures et extérieures - dont peut disposer l'éducation ;
 - (f) problèmes d'éducation que pose le passage de l'économie de subsistance à l'économie monétaire ;
 - (g) méthodes d'enseignement, et en particulier moyens de réduire la durée des heures de travail des élèves ou le nombre d'élèves par maître ;
9. Il apparaît urgent de créer en Afrique un ou plusieurs Instituts pour la recherche pédagogique et le développement de l'éducation.

C. OBJECTIFS DE L'EDUCATION

La Conférence recommande :

1. Que les objectifs du plan à long terme (1961-1980) soient les suivants :
 - (a) l'enseignement primaire sera universel, gratuit et obligatoire ;

- (b) l'enseignement du second degré sera dispensé à 30 % des enfants ayant achevé leurs études primaires ;
- (c) l'enseignement supérieur sera dispensé, le plus souvent en Afrique même, à environ 20 % des jeunes gens qui auront achevé leurs études secondaires ;
- (d) l'on s'efforcera constamment d'améliorer la qualité des écoles et des universités africaines.

2. Que les objectifs du plan à court terme (1961-1966) soient les suivants :

- (a) le nombre des inscriptions dans l'enseignement primaire s'accroîtra chaque année d'une fraction de 5 % des enfants ayant atteint l'âge de la scolarité obligatoire, ce qui portera le taux d'inscription dans l'enseignement primaire de 40 % à 51 % ;
- (b) le taux d'inscription dans l'enseignement secondaire passera de 3 à 9 % ;
- (c) la formation des maîtres à tous les niveaux recevra une attention particulière, de même que les programmes d'éducation des adultes.

Ces objectifs peuvent s'exprimer en pourcentages par rapport à la population des groupes d'âge correspondants comme suit :

	<u>1960-61</u>	<u>1965-66</u>	<u>1970-71</u>	<u>1980-81</u>
Enseignement du premier degré	40	51	71	100
Enseignement du second degré	3	9	15	23
Enseignement supérieur	0,2	0,2	0,4	2

D. FINANCEMENT DE L'EDUCATION

La Conférence présente les recommandations suivantes :

I. Financement du plan

1. Que les Etats membres et les membres associés de l'Unesco et de la CEA en Afrique élèvent de 3 à 4 % d'ici 1965, et à 6 % d'ici 1980, le pourcentage du revenu national qu'ils réservent au financement de l'éducation ;
2. Que des mesures appropriées soient prises en vue de réduire le coût de l'éducation, en veillant à améliorer l'organisation et la gestion de l'enseignement, en éliminant les gaspillages et les doubles emplois et en accélérant l'africanisation du personnel de l'enseignement ;
3. Que les Etats membres de l'Unesco, l'Organisation des Nations Unies et les Institutions spécialisées, ainsi que les organismes publics et privés compétents, fournissent l'assistance accrue qui est indispensable aux pays africains pour satisfaire leurs besoins immédiats en matière d'éducation dans le cadre des plans à court terme et à long terme, soit :

	<u>Millions de dollars</u>		<u>Millions de dollars</u>
1961	140	1965	450
1962	150	1970	1.010
1963	260	1980	400
1964	310		

4. Que les Etats membres et les membres associés d'Afrique élaborent des plans nationaux de développement de l'éducation à court terme, en même temps que des projections à plus long terme, en s'inspirant des modèles approuvés par la Conférence, ce qui permettrait aussi de rectifier et de vérifier les présents plans grâce à l'emploi des techniques et méthodes en usage, selon les besoins.

II. Economies réalisables dans la gestion de l'enseignement

1. Que la décentralisation ou la déconcentration de l'administration de l'enseignement soit favorisée ;
2. Que toute concurrence entre l'enseignement public et privé dans la localisation des établissements soit évitée, sans empêcher leur coexistence dans les centres où les uns et les autres peuvent attirer un nombre suffisant d'élèves ;
3. Que des comités ou organismes consultatifs composés d'administrateurs, d'économistes et de spécialistes de l'éducation soient créés afin d'étudier les économies réalisables et les améliorations possibles dans la gestion de l'enseignement ;
4. Que le recrutement de maîtres à temps partiel soit encouragé, à titre de mesure transitoire valable pour certains pays, et principalement dans l'enseignement secondaire et supérieur ;
5. Que la production sur place de manuels scolaires (ou à défaut l'achat en gros de ces livres à l'étranger) soit encouragée partout où cela est possible et en liaison avec les Instituts pédagogiques nationaux ; et que la location ou la revente au prix coûtant de ces manuels aux élèves soient favorisées ;
6. Que les bâtiments et l'équipement des établissements secondaires soient utilisés, quand cela est possible et nécessaire, pour la formation des instituteurs ;
7. Qu'une étude comparative du coût de l'éducation en Afrique soit entreprise, de manière à permettre à chaque pays de voir comment il se situe, à cet égard, par rapport aux autres pays ;
8. Qu'une politique d'économie ne soit pas appliquée au détriment de la qualité de l'enseignement ;
9. Que la réalisation d'économies sur les constructions scolaires soit encouragée, notamment grâce aux travaux du Groupe central de planification scolaire de l'Unesco, ainsi que du Centre consultatif pour la construction scolaire qu'il est proposé de créer.

III. Méthodes de financement

1. Que, pour assurer l'augmentation des budgets nationaux de l'éducation, on fasse appel à de nouvelles sources de financement public et privé, intérieur et extérieur, afin de mobiliser l'ensemble des ressources matérielles et humaines ;
2. Que le système des taxes d'apprentissage soit employé en vue de financer des programmes de formation professionnelle ;
3. Que la pratique suivie dans certains pays et consistant à affecter à l'enseignement et à la formation, ainsi qu'à la création d'une Banque de l'éducation, un pourcentage des dépenses en capital engagées à l'occasion des grands travaux soit étudiée et appliquée s'il y a lieu ;
4. Que la répartition des charges financières entre les autorités centrales et les autorités locales soit organisée en éliminant tout chevauchement ou double emploi, et en maintenant les critères de qualité ;
5. Que dans les cas appropriés, le financement par voie d'emprunt soit utilisé en vue du développement de l'enseignement ; à cet égard, la Conférence déclare ce qui suit :

Considérant :

Que toutes les délégations ont fait ressortir les besoins immenses de leurs pays en établissements d'enseignement ;

Que le problème du recrutement du personnel enseignant nécessaire - en qualité et en quantité - est en partie lié à la solution qui pourra être apportée au problème que pose le logement de ce personnel ;

Que, dans le cadre d'une politique harmonisée de développement, la Conférence a reconnu l'urgence prioritaire des investissements en matière d'enseignement ;

Que le problème majeur à résoudre reste celui du financement de ces investissements ;

Que les nouveaux Etats africains doivent faire face à de nombreuses et lourdes charges financières ;

Que les concours qui leur sont actuellement acquis ne suffisent pas à couvrir la totalité des besoins à satisfaire ;

Les Gouvernements des Etats membres et des Membres associés d'Afrique sont invités à intervenir, avec l'aide de l'Unesco, auprès des gouvernements et des organismes internationaux compétents, ainsi que des organismes publics et privés, afin que ces organismes financent au moyen de prêts à long terme - sans intérêt ou à faible taux d'intérêt - un programme supplémentaire de constructions de locaux scolaires et de logements de personnel enseignant qui s'ajoutera aux programmes normaux actuellement financés par les budgets nationaux et l'aide extérieure.

E. PLANIFICATION DE L'ENSEIGNEMENT

I. Problèmes essentiels concernant la planification de l'enseignement

La Conférence recommande :

1. Que les besoins en main-d'oeuvre hautement qualifiée fassent l'objet d'estimations précises ;
2. Que, pour résorber les excédents de main-d'oeuvre non qualifiée :
 - (a) l'enseignement primaire reçoive une orientation pratique et soit suffisamment développé et étendu pour cesser d'être un facteur d'abandon des campagnes au profit des villes ;
 - (b) tous les enfants susceptibles de profiter de l'enseignement du second degré ou de l'enseignement technique aient accès aux établissements correspondants dès que possible ;
 - (c) les conditions d'existence dans les campagnes soient améliorées par un vigoureux effort d'aménagement du territoire et de développement communautaire ;
 - (d) le statut agraire et le régime de succession immobilière soient, le cas échéant, modifiés.
3. Qu'en raison de l'insuffisance des ressources les gouvernements établissent des priorités entre les différents degrés et les différents types d'enseignement, tout en assurant un développement équilibré de ces degrés et de ces types d'enseignement étroitement complémentaires, et en restant fidèles au principe de l'enseignement primaire universel, gratuit et obligatoire ;
4. Que la formation des maîtres et l'adaptation et la réforme du contenu de l'enseignement soient considérées comme prioritaires, et que la notion de priorité soit appliquée aux besoins qualitatifs comme aux besoins quantitatifs ;
5. Que l'enseignement technique et professionnel et la formation spécialisée soient considérablement développés dans les pays africains pour répondre aux progrès techniques récents et aux exigences de leur développement, l'équilibre entre l'enseignement général et l'enseignement technique étant établi en fonction de besoins objectivement déterminés ;
6. Que, puisque la profession enseignante souffre d'une défaveur marquée, des mesures soient prises pour améliorer la condition du personnel enseignant tant sur le plan des traitements que sur celui du prestige attaché à cette fonction ;
7. Que, tant que les Etats africains n'auront pas formé leurs propres cadres, notamment leurs cadres supérieurs, le recours à des spécialistes et à des professeurs étrangers, ainsi que l'octroi de bourses de formation à l'étranger, soient prévus dans le cadre d'arrangements bilatéraux et multilatéraux ;

8. Que les Etats africains utilisent les techniques et les auxiliaires pédagogiques les plus modernes, qui peuvent pallier dans une certaine mesure les insuffisances quantitatives et qualitatives en personnel enseignant sans toutefois pouvoir remplacer le contact du maître.

II. Etapas du processus de planification

1. Qu'une estimation des besoins futurs de main-d'oeuvre selon la double classification par profession et par niveau d'instruction soit effectuée pour chaque pays avec l'aide de l'Unesco ;
2. Que des prévisions relatives au nombre de diplômés qui sont actuellement censés sortir chaque année des établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur soient établies dans chaque pays avec l'aide de l'Unesco ;
3. Qu'une estimation soit faite des besoins futurs en personnel de niveau supérieur recruté à l'étranger, par grandes catégories professionnelles, ainsi que de la durée de ces besoins, compte tenu de l'intérêt qui s'attache à tirer le meilleur parti des ressources très limitées existant dans le monde à cet égard ;
4. Qu'étant donné que l'enseignement ne suffit pas à assurer la formation de certains types de main-d'oeuvre, les employeurs en partagent la responsabilité, selon des formules adoptées conjointement par l'Etat et l'entreprise privée ;
5. Qu'une estimation des augmentations d'effectifs nécessaires à long terme dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur ainsi que dans l'enseignement général, l'enseignement technique et l'enseignement normal soit effectuée dans chaque pays, avec l'aide de l'Unesco ;
6. Qu'une évaluation critique des changements qualitatifs à long terme nécessaires dans l'ensemble du système d'enseignement soit effectuée par chaque pays.

III. Mécanismes nécessaires en vue de la planification

1. Que les Ministères de l'éducation créent des Services de planification dotés d'un personnel suffisant et dont les attributions seront les suivantes : rassembler des statistiques sur l'éducation, déterminer le coût des plans relatifs à l'éducation, faire des recommandations en ce qui concerne la réforme et la révision des programmes d'études, planifier le recrutement et la formation des maîtres, établir des prévisions à long terme quant aux besoins en matière d'éducation, effectuer des recherches sur les méthodes pédagogiques nouvelles, formuler des plans pour le financement de l'éducation, et en particulier pour la coordination de l'aide extérieure ;
2. Que chaque pays crée, au sein d'un Ministère ou sous forme d'une Commission interministérielle, une Commission de la main-d'oeuvre chargée d'évaluer les ressources et les besoins actuels en main-d'oeuvre, d'établir des prévisions à long terme concernant les besoins futurs, de mettre au point des programmes d'éducation et de formation de la main-d'oeuvre, et de déterminer la politique à suivre en matière de recrutement de main-d'oeuvre étrangère hautement qualifiée, ainsi que

les mesures à prendre en matière de sécurité sociale dans le cadre des plans nationaux de développement économique et social, en étudiant notamment le problème des "stimulants" ;

3. Qu'il soit créé, dans tous les pays où il n'existe pas encore de Ministère du plan ou de Commissariat au plan, une Commission interministérielle chargée de la planification coordonnée du développement économique et social, qui sera directement rattachée au Cabinet du Premier Ministre. Le représentant du Ministère de l'éducation au sein de cette Commission devra faire accorder à l'éducation la place qui lui revient en tant qu'investissement productif et facteur de base du développement.

F. REFORME DU CONTENU DE L'EDUCATION

La Conférence recommande :

1. Etant donné que le contenu actuel de l'éducation ne correspond ni à la réalité africaine, ni à l'hypothèse de l'indépendance politique, ni aux caractéristiques d'un siècle essentiellement technique, ni aux exigences d'un développement économique équilibré comportant une industrialisation rapide, mais qu'il fait appel à des références à un milieu non africain et ne permet pas à l'intelligence, à l'esprit d'observation et à l'imagination créatrice de l'enfant de s'exercer librement, et de l'aider à se situer dans le monde, - que les autorités chargées de l'éducation dans les pays africains revisent le contenu de l'enseignement en ce qui concerne les programmes, les manuels scolaires et les méthodes, en tenant compte du milieu africain, du développement de l'enfant, de son patrimoine culturel et des exigences du progrès technique et du développement économique, notamment de l'industrialisation ;
2. De développer l'enseignement des matières scientifiques et techniques, de façon à assurer dans les délais les plus courts la formation d'un personnel hautement qualifié (chercheurs, ingénieurs, professeurs de sciences, économistes, financiers, statisticiens) ;
3. De réformer les programmes en réduisant la place faite aux études classiques et en mettant fin au traitement préférentiel donné à l'enseignement de l'histoire et de la géographie des pays non africains ;
4. Que soit retenu des sciences humaines tout ce qui peut contribuer à former la personnalité, et que l'éducation des pays africains, tout en tirant son inspiration du passé de l'Afrique, ne la ferme pas au reste du monde. Les Etats africains doivent réaliser, dans leurs programmes, la synthèse de leurs propres valeurs et des valeurs universelles, en procédant à l'étude et aux modifications nécessaires des attitudes traditionnelles.

G. CARACTERISTIQUES D'UN ENSEIGNEMENT GENERAL REPOUNDANT AUX EXIGENCES DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE SPECIALISEE

I. Enseignement du premier degré

La Conférence recommande :

1. Que l'enseignement primaire comprenne environ six années d'études qui auront un caractère général et non professionnel ; qu'il vise cependant, par certains de ses aspects, à donner aux enfants le goût et le respect du travail manuel, à les habituer à exercer des activités créatrices, et à les inciter à aborder avec intelligence les problèmes pratiques qui se posent au foyer et dans la collectivité ;
2. Que les principaux éléments inscrits au programme de l'enseignement primaire soient les suivants : une langue pour les rapports quotidiens, une langue de grande diffusion, des travaux manuels, des notions d'arithmétique, une introduction à l'étude de la nature, des notions d'instruction civique et de morale, des notions sur le corps humain et son fonctionnement, et la formation d'habitudes saines en matière d'hygiène et d'alimentation ;
3. Que les activités scolaires définies ci-dessus soient exercées à la fois dans le cadre de programmes structurés (arithmétique, langues, etc.) et sous la forme d'activités libres (callisthénie, musique, etc.).

II. Enseignement général du second degré

La Conférence recommande :

4. Que, sous réserve des variations que peuvent exiger certaines conditions particulières, l'enseignement secondaire comprenne au moins six autres années d'études scolaires, divisées en deux cycles de trois ans.
5. Que, durant le premier cycle, les études aient un caractère général et orientent chaque élève vers la section du deuxième cycle qui répond à ses aptitudes et à ses capacités ;
6. Que les programmes de l'enseignement secondaire du premier cycle soient composés de quelques vastes domaines d'études, tels que les suivants : formation pratique, activités artistiques et culturelles, études sociales, formation morale, langues (langue maternelle ou langue nationale, plus une seconde langue), hygiène et éducation physique, sciences exactes (y compris les mathématiques) et naturelles ;
7. Qu'au niveau du deuxième cycle un certain nombre de matières soient étudiées par tous les élèves, et qu'un choix entre diverses spécialisations, pouvant orienter les élèves vers telle ou telle carrière, soit offert ;
8. D'organiser, lorsque la chose est possible, différentes sections spécialisées au sein d'un seul établissement plutôt que de créer divers types d'écoles ;
9. De faire commencer sérieusement, dès le début du deuxième cycle, l'étude des sciences naturelles et des mathématiques aux élèves qui ont l'intention d'entrer ensuite dans des établissements d'enseignement technique ou professionnel ;
10. D'organiser à ce niveau l'enseignement des sciences de manière à familiariser les élèves de façon systématique avec les différents aspects du monde matériel et à leur faire comprendre la nature de la science ;

11. Dans les pays où une forte proportion des filles ne terminent pas leurs études, d'examiner la possibilité de faire une place à la formation professionnelle plus tôt qu'ailleurs ;
12. De mettre en oeuvre des programmes à court terme d'enseignement technique et professionnel visant à une formation accélérée en cours d'emploi, afin de constituer un cadre de techniciens compétents à tous les niveaux.

H. EDUCATION DES ADULTES

La Conférence recommande :

1. Que les gouvernements étudient, s'il y a lieu, l'opportunité d'adopter des textes législatifs ou de publier une déclaration de principe pour donner une impulsion nouvelle à l'éducation des adultes ;
2. Que l'organisme gouvernemental responsable au premier chef de l'alphabétisation et de l'éducation postscolaire soit le Ministère de l'éducation, où il est bon qu'il existe un Département de l'éducation des adultes ;
3. De prévoir, lorsque différents départements et ministères s'occupent de l'éducation des adultes, une certaine coordination, qui pourrait être assurée par une Commission interdépartementale ;
4. D'utiliser pleinement et d'une manière efficace, pour assurer le développement et l'extension de l'éducation des adultes en Afrique, les ressources des organisations bénévoles et non gouvernementales, et de créer le cas échéant de nouvelles organisations d'éducation des adultes ;
5. Que le Secrétariat de l'Unesco, lors de la préparation du Projet de programme destiné à être soumis à la Conférence générale, et la Conférence générale, lors de l'approbation du programme et du budget pour 1963-1964, reconnaissent la nécessité d'augmenter les crédits affectés par l'Unesco à l'éducation des adultes et aux activités de jeunesse ; et que les Etats africains, reconnaissant également cette nécessité, tirent parti de toutes les ressources appropriées pour financer le développement et l'amélioration de l'éducation des adultes ;
6. D'accélérer l'exécution des programmes éducatifs et culturels destinés aux femmes, de manière que celles-ci puissent contribuer pleinement au bien-être de la collectivité ;
7. Que, le choix des langues à utiliser pour l'éducation des adultes incombant aux gouvernements et dépendant de considérations linguistiques, sociales et économiques qui varient d'un pays à l'autre, et les langues choisies n'étant pas nécessairement les mêmes pour l'éducation des adultes et pour l'éducation scolaire, les études linguistiques et pédagogiques nécessaires soient entreprises dans ce domaine. Une fois le choix fait, ces études devraient être poursuivies de manière à faciliter l'utilisation efficace et l'adaptation à des conditions nouvelles de la ou des langues d'enseignement.

8. Que l'on commence, lors du lancement de nouvelles campagnes d'alphabétisation, par organiser un nombre limité de projets locaux ou de cours réservés à certains groupes spéciaux ou aux habitants de certaines zones ; que les gouvernements subventionnent la production de matériel d'alphabétisation et de textes de lecture complémentaires qui seront mis en vente à bon marché, et qu'aucune campagne d'alphabétisation des adultes ne soit entreprise avant qu'on ne puisse produire régulièrement une quantité suffisante de textes pour ceux qui ont appris à lire ;

9. Là où des instituteurs sont chargés d'alphabétiser les adultes, qu'ils soient initiés, au cours d'une brève période de formation, aux conceptions et aux méthodes nouvelles qu'ils auront à adopter ;

10. Que les gouvernements ayant l'intention d'organiser de vastes campagnes nationales de lutte contre l'analphabétisme, et qui rencontrent des difficultés par suite de la pénurie de maîtres, étudient la possibilité de recruter les jeunes gens en vue d'un Service civil d'alphabétisation pouvant, le cas échéant, remplacer le service militaire ;

11. Que, lors de l'établissement des plans de nouveaux bâtiments scolaires, l'on prévoie leur utilisation pour l'éducation des adultes et pour les activités extra-scolaires à l'intention des jeunes ;

12. Que les gouvernements fassent tous leurs efforts pour améliorer et développer leurs services de radiodiffusion éducative, et pour créer, dès qu'ils le peuvent, des services de télévision éducative à l'intention des adultes ;

13. Qu'étant donné les difficultés matérielles, financières et techniques qui entravent le développement de ces méthodes d'éducation nouvelles et efficaces, l'Unesco poursuive ses recherches dans ce domaine en organisant des réunions d'experts et des expériences-pilotes, et qu'elle tienne les gouvernements africains au courant de toutes les possibilités nouvelles qui pourraient être ainsi mises en lumière ;

14. Que la presse soit encouragée à faire tout son possible pour contribuer à l'éducation des adultes et à l'alphabétisation ;

15. Que les gouvernements créent des Instituts de recherche pour l'éducation des adultes, des moyens de formation pour toutes les catégories de personnel nécessaire à l'éducation des adultes et aux activités de jeunesse, des Centres ou des Services pour la production de matériel d'alphabétisation et de texte de lecture, des services de bibliothèques (assurant notamment l'envoi de caisses de livres aux personnes qui habitent dans des régions isolées, et des Centres de production d'auxiliaires audio-visuels.

I. COOPERATION DES PAYS AFRICAINS DANS LE DOMAINE DE L'EDUCATION

La Conférence recommande :

1. Qu'étant donné la situation actuelle des Etats membres et des Membres associés africains, qui se trouvent à des niveaux de développement différents tant dans

le domaine de l'éducation que sur le plan économique, l'établissement d'une coopération entre les pays africains soit encouragée en vue de permettre et d'accélérer l'extension de l'éducation et le progrès social et économique sur ce continent ;

2. Que cette coopération soit développée d'urgence, au moyen d'accords régionaux et sous-régionaux, avec l'aide de l'Unesco et des autres organismes compétents, notamment dans les domaines suivants : formation des maîtres, production de manuels et de matériel de lecture, enseignement supérieur, recherche et documentation pédagogique, planification de l'enseignement, réforme des programmes d'études, Instituts pour le développement de l'éducation et la recherche pédagogique, etc.

J. APPLICATION DES PRESENTES DECISIONS ET CONVOCATION D'UNE NOUVELLE CONFERENCE

La Conférence recommande

Que l'Unesco convoque en 1963, conjointement avec la Commission économique pour l'Afrique, une Conférence d'Etats africains sur le développement de l'éducation en Afrique dont le mandat serait le suivant :

- (a) reviser les objectifs définis et les hypothèses de coût retenues pour l'établissement du Plan de développement de l'éducation à court terme et à long terme préparé pendant la présente Conférence ;
- (b) comparer et analyser les plans nationaux de développement de l'éducation qui auront été dressés entre-temps dans les différents pays, et mesurer leurs effets sur les modèles d'ensemble élaborés pendant la présente Conférence ;
- (c) favoriser l'intégration des plans de développement de l'éducation dans les programmes nationaux de développement économique et social.

NOTE

Tout au long du présent document, le terme "Afrique" est utilisé pour désigner, conformément à la définition donnée par la Conférence générale de l'Unesco à sa onzième session (1960), les Etats membres, les Membres associés et les territoires suivants :

Basutoland	Mali
Bechuanaland	Ile Maurice
Cameroun	Mauritanie
Cameroun méridional	Niger
République centrafricaine	Nigéria
Congo (capitale Brazzaville)	Ouganda
Congo (capitale Léopoldville)	Fédération de Rhodésie - Nyassaland
Côte d'Ivoire	Ruanda-Urundi
Dahomey	Sénégal
Ethiopie	Sierra Leone
Gabon	Somalie
Gambie	Soudan
Ghana	Swaziland
Guinée	Tanganyika
Haute-Volta	Tchad
Kenya	Togo
Libéria	Zanzibar
République malgache	